



DIRECTION DES SERVICES
TECHNIQUES ET DES SPORTS
URBANISME

Envoyé en préfecture le 06/11/2024

Reçu en préfecture le 06/11/2024

Publié le 06 NOV. 2024

ID : 059-215901398-20241105-AP05913924O006-AI

L'ATELIER DES FRANGINES
LECERF VIRGINIE ET
ROUSSEAU LAURENCE
7 RUE VOLTAIRE
59980 BERTRY

SERVICE URBANISME : 03.27.75.70.07 - URBANISME@MAIRIE.CAUDRY.FR

ARRETE MUNICIPAL

N° AP05913924O0006

INSTALLATION D'ENSEIGNE - L'ATELIER DES FRANGINES - RUE ROGER SALENGRO

LE MAIRE DE CAUDRY

VU le code de l'Environnement, notamment ses articles L.581-1 et suivants et R.581-1 et suivants portant réglementation nationale sur la publicité extérieure, en particulier les articles L.581-21 et R.581-13 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets) et notamment son article 17 ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 24 Mai 2020 modifiée les 7 septembre et 16 novembre 2020 portant délégation d'attributions de compétences du Conseil Municipal au Maire,

VU l'arrêté du 19 octobre 2023, de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire de la Commune de Caudry, accordant délégation de signature à Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal Délégué aux travaux, à la prévention et à la sécurité urbaines, à la tranquillité publique, au cadre de vie, à la circulation et à la voirie ;

VU la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP05913924O0006, concernant l'installation d'enseigne, sis 0019 RUE ROGER SALENGRO 59540 CAUDRY, déposée le 10/09/2024 par L'ATELIER DES FRANGINES, dont le siège social est situé 7 Rue Voltaire à Bertry,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'installation d'enseigne « L'atelier des Frangines » sise 19 rue Roger Salengro à CAUDRY, objet de la demande susvisée est accordée.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est délivré sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété et d'autres dispositions de droit privé peut faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles du Code de l'environnement.